Les défenseurs du contrôle des armes à feu demandent aux sénateurs d'adopter le projet de loi sur le contrôle des armes avant que le Sénat ne s'arrête pour l'été

La majorité des Canadiens veulent un contrôle plus strict des armes à feu

MONTRÉAL, le 20 juin 2023 - Une coalition de groupes de défense du contrôle des armes à feu demande aux sénateurs d'adopter le projet de loi C-21 avant que le Sénat n'ajourne ses travaux pour les mois d'été.

« Il n'y a pas de responsabilité plus importante pour les sénateurs que de protéger la sécurité des Canadiens, y compris contre la violence armée, » a déclaré Nathalie Provost, survivante du féminicide à l'École Polytechnique et porte-parole de PolySeSouvient. « Bien que le projet de loi ne contienne pas toutes les mesures promises aux Canadiens, celles qui y sont incluses représentent un pas significatif dans la bonne direction en vue de rendre les communautés à travers le Canada plus sécuritaire en ce qui concerne la violence armée. C'est pourquoi nous voulons qu'il soit adopté le plus rapidement possible, sans amendement, » a-t-elle souligné.

« Les mesures visant à protéger les victimes ou les victimes potentielles de violence domestique sauveront la vie de nombreuses femmes, » affirme Suzanne Zaccour, directrice des affaires juridiques de l'Association Nationale Femme et Droit. Par exemple, « les individus faisant l'objet d'une ordonnance de protection pour cause de violence familiale ou de harcèlement se verront automatiquement imposer une prohibition de possession d'armes à feu. En effet, les mesures contenues dans le projet de loi C-21 sont généralement conformes aux recommandations de l'Enquête sur les Pertes Massives de la Nouvelle-Écosse qui préconisent des lois plus strictes en matière de contrôle des armes à feu. Retarder leur mise en œuvre coûtera des vies. »

« Ces mesures empêcheront de nombreux Canadiens de connaître le traumatisme à vie d'être victime de la violence armée, ou la douleur et la dévastation d'avoir un enfant, un parent, un conjoint, un frère ou une sœur, un meilleur ami ou un collègue tué par balle, » ajoute Ken Price, porte-parole de Danforth Families for Safer Communities, dont la fille, Samantha Price, est une survivante de la fusillade de Danforth à Toronto. Par exemple, « les chargeurs seront plus difficiles à obtenir pour ceux qui ne sont pas légalement autorisés à posséder des armes à feu. »

« Les sénateurs peuvent agir pour accroître la sécurité publique de tous les Canadiens en adoptant le projet de loi C-21 avant la longue pause estivale, » a déclaré Boufeldja Benabdallah, porte-parole de la communauté touchée par le massacre de la Mosquée de Québec. « Le projet de loi gèlera et réduira progressivement le nombre d'armes de poing en circulation au Canada. Il n'y a aucune raison pour qu'un civil ait besoin d'une arme de poing ou une arme d'assaut au Canada. »

Un sondage récemment commandé par l'Association Nationale Femmes et Droit au nom de 34 organisations féministes du Canada a révélé qu'une majorité de Canadiens « appuient fortement » l'interdiction d'acheter de nouvelles armes de poing ainsi que les mesures visant à retirer les armes à feu des agresseurs intimes.

Parmi les autres groupes qui soutiennent l'appel aux sénateurs, citons : les familles de Dawson pour le contrôle des armes, le mouvement étudiant PAS_ICI, Association des Étudiants de Polytechnique, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Ontario Association of Interval & Transition Houses, Fédération des femmes du Québec, Association canadienne des médecins d'urgence, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Hébergement femmes Canada, Association féministe d'éducation et d'action sociale (Afeas), Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS), Canadian Women's Foundation, Fédération Canadienne des Femmes Diplômées des Universités, Ending Violence Association of Canada, South Asian Legal Clinic of Ontario.

-30-

Pour plus d'informations :
Nathalie Provost, info@polysesouvient.ca ; 514-796-0142
Heidi Rathjen, info@polysesouvient.ca ; 514-816-7818
Ken Price, 416-564-6812
Suzanne Zaccour, suzanne.zaccour@nawl.ca ; 438-345-7445
Boufeldja Benabdallah, administration@cciq.org; 418-454-7526